



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

AGRI • NUMÉRO 007 • 1^{re} SESSION • 41^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le mardi 25 octobre 2011

—
Président

M. Larry Miller

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le mardi 25 octobre 2011

• (1530)

[Traduction]

Le président (M. Larry Miller (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC)): La séance est ouverte.

Nous poursuivons notre étude du programme Cultivons l'avenir 2, notamment en ce qui concerne le volet de l'innovation.

Mais tout d'abord, je me demandais si Pierre pourrait nous fournir quelques renseignements. Le greffier a tenté d'obtenir des fonctionnaires du ministère pour venir témoigner; ils doivent en effet comparaître le 3 novembre. En fait, ils étaient censés comparaître en trois ou quatre occasions différentes, et jusqu'à maintenant, ils n'ont pas été en mesure de le faire. Il devient de plus en plus difficile de réserver des dates pour des témoins, et je me demandais si vous pouviez commenter à ce sujet.

M. Pierre Lemieux (Glengarry—Prescott—Russell, PCC): Je ne le peux pas. On m'a confirmé que les représentants du ministère seraient libres, mais je ne peux pas dire à quelle date. J'ai laissé au greffier le soin de prendre des arrangements avec le ministère. S'ils n'ont pas pu respecter leur engagement, je suppose que c'est parce qu'ils ont été trop occupés par le débat sur la Commission canadienne du blé.

Vous avez dit qu'ils allaient comparaître le 3 novembre; je vais vérifier si cela a été confirmé.

Le président: Nous ne leur demandons que deux heures.

M. Pierre Lemieux: Je comprends.

Le président: Cela dit, nous allons passer à notre premier groupe de témoins. Nous accueillons M. Peter Pauls, de l'Université de Guelph. Nous avons aussi M. Franck Groeneweg, de Saskatoon, par vidéoconférence. Il est directeur de la Commission de développement du colza de la Saskatchewan. Messieurs, je vous souhaite la bienvenue.

Monsieur Pauls, vous avez la parole.

M. K. Peter Pauls (professeur et président, Département de l'agriculture végétale, University of Guelph): Merci.

J'aimerais vous remercier de me donner l'occasion de vous parler des questions soulevées par le document de travail Cultivons l'avenir 2, en ma qualité de président du département de l'agriculture végétale de l'Université de Guelph.

Je vais commencer par donner un bref aperçu du département. Nous sommes l'un des six départements du Collège d'agriculture de l'Ontario, à l'Université de Guelph. Notre département compte 33 professeurs, 40 employés permanents, 60 employés contractuels et 110 étudiants des cycles supérieurs. De plus, 20 scientifiques provenant de divers organismes, notamment Agriculture Canada, sont membres auxiliaires du corps professoral. Un employé du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales de l'Ontario, travaille également dans notre édifice. Aussi, un

scientifique d'Agriculture Canada travaille dans l'édifice de phyto-technie. Nous croyons que ces arrangements peuvent servir de modèle de coopération avec Agriculture Canada dans l'avenir.

Nous enseignons aux étudiants du baccalauréat ès sciences agricoles et du baccalauréat ès sciences en biologie végétale, ainsi qu'aux étudiants au diplôme de deux ans en gestion de pelouses et gazons. Les principaux domaines de notre programme d'études supérieures sont la physiologie végétale, la génétique, l'amélioration génétique, les cultures agricoles, la gestion et, bientôt, la biotechnologie. Nos intérêts de recherche se concentrent sur la sélection des végétaux, les cultures, la biologie moléculaire et cellulaire dans le commerce des produits agricoles et, tout récemment, les bioproduits. Nous avons des programmes de sélection pour les cultures comme le soya, le maïs, les céréales, les légumineuses fourragères, les haricots secs, les asperges, les fleurs indigènes, les fraises, la culture des noix et la culture vivrière.

Notre département est un participant actif des contrats de recherche, notamment avec le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales de l'Ontario. Le département génère annuellement environ 12 des 120 millions de dollars que renferme l'enveloppe budgétaire de l'université chaque année. Cette recherche est effectuée dans plus de 10 stations expérimentales, à l'aide de plusieurs types de sols et de zones de chaleur.

Nos laboratoires sont équipés pour l'étude de la physiologie végétale, de la biologie moléculaire, de la biochimie, de la génomique, de la bioinformatique, de la pathologie et des biomatériaux. Nous disposons également d'une série d'installations spécialisées, y compris de grandes chambres de culture, de vastes serres, une serre transgénique, une installation pour les récoltes, un institut du gazon, un jardin organique et le Centre de découverte et de développement de bioproduits. Notre plan stratégique indique que notre objectif principal est d'améliorer la vie à l'aide d'innovations scientifiques et de l'enseignement.

Dans le cadre de mes commentaires sur le document de travail Cultivons l'avenir, j'aimerais d'abord vous brosser un portrait général de l'agriculture. Dans le Sud de l'Ontario, nous sommes très conscients des tensions qui existent entre les attentes des villes envers notre capacité de les approvisionner en nourriture et la réalité des agriculteurs, qui se livrent concurrence à l'échelle mondiale sur les prix et la qualité. Tout ce que fait un agriculteur est scruté à la loupe. Les citadins ont redécouvert la nourriture qui se trouve dans leurs assiettes, mais ils ne comprennent pas encore la science, la technologie, le cadre réglementaire et l'infrastructure nécessaires pour acheminer les aliments aux marchés locaux, aux restaurants, aux supermarchés, aux usines de transformation des aliments et aux marchés internationaux. Ce manque de connaissances débouche sur la méfiance et pourrait très bien faire obstacle à l'utilisation future de nouvelles technologies qui pourraient autrement répondre aux défis imminents posés par la production mondiale de nourriture.

Il est illusoire de penser que l'agriculture est un créneau spécialisé occupé par une minorité, représentée par les 2 p. 100 de la population qui oeuvre dans le secteur agricole primaire. En fait, le PDG de Financement agricole Canada, Greg Stewart, a affirmé que l'agriculture était le pilier d'un Canada fort et en santé. Il a mentionné qu'il s'agissait de l'une des cinq principales industries du pays, puisqu'elle injecte 130 milliards de dollars par année dans notre économie et qu'elle procure un emploi sur huit.

L'illusion que l'agriculture est une activité à laquelle participe seulement une faible minorité de la population canadienne nuit à ce secteur de plusieurs façons. Par exemple, elle freine les discussions sérieuses au sujet d'une politique agricole aux plus hauts échelons. Elle freine aussi les investissements dans la recherche et dans le secteur agricole; on en parle d'ailleurs dans le document *Cultivons l'avenir*. Elle restreint les choix de carrière de nos jeunes et est à l'origine de pénuries d'employés qualifiés, en plus de faire perdre des occasions aux travailleurs formés au Canada.

Dans l'introduction du document de travail *Cultivons l'avenir*, on dit qu'un grand nombre de problèmes qui touchent l'avenir de l'agriculture, du secteur agroalimentaire et de l'industrie des produits agroalimentaires ne font pas partie du mandat des départements d'agriculture.

● (1535)

Je suis d'avis que l'entreprise agricole au Canada est de plus en plus en mesure de procurer une solution aux problèmes liés à la santé, à l'environnement, à l'innovation économique et à l'emploi. Le secteur agricole doit mettre en évidence les occasions que les investissements dans le domaine favorisent pour prévenir les maladies humaines, réduire les coûts liés à la santé, restaurer les environnements détériorés, créer de nouveaux produits écologiques à partir de la biomasse agricole, ouvrir de nouveaux marchés pour les produits agricoles canadiens et créer des emplois de qualité qui sont satisfaisants.

Ainsi, les acteurs du secteur agricole doivent amener les gens et les ressources existantes dans d'autres secteurs à collaborer avec eux dans le but d'exploiter ces occasions. Afin d'engager le public dans un débat sur l'avenir de l'agriculture dans la vie des Canadiens en général, j'appuie la proposition du document *Cultivons l'avenir 2*, qui suggère la création d'une politique alimentaire nationale.

J'aimerais faire quelques commentaires au sujet de nos expériences avec les programmes de *Cultivons l'avenir*. Nous avons eu de très bonnes expériences avec les programmes actuels, mais nous avons aussi connu quelques mésaventures. Le Programme canadien d'adaptation agricole, qui est exécuté par des organisations de produits, a été utilisé à diverses fins par nos chercheurs. L'Initiative grappes canadiennes du secteur de l'agroalimentaire finance la recherche dans plusieurs domaines, notamment les légumineuses, le canola, les plantes d'ornement, le soja et les céréales. L'Initiative de développement de produits agricoles innovateurs finance la recherche sur les fèves menée par un scientifique d'Agriculture Canada.

Toutefois, notre expérience avec le Programme d'innovation en matière de bioproduits agricoles a été très décevante. Après nous avoir informés qu'on accordait 9,7 millions de dollars à notre consortium avec Peter Jones de Winnipeg pour un projet au sujet des nutraceutiques émergeant du réseau des technologies agricoles, on ne nous a jamais donné l'argent en question. Cela a créé un bris de confiance sans précédent et a forcé plusieurs chercheurs à faire ce qu'ils pouvaient pour respecter leurs engagements avec des étudiants des cycles supérieurs et des étudiants postdoctoraux, puisqu'ils n'avaient plus le financement pour y arriver.

J'aimerais aussi faire quelques commentaires au sujet du document. Dans le chapitre sur la compétitivité, le tableau 1 indique qu'il y a des pénuries périodiques de main-d'oeuvre qualifiée. Nous croyons plutôt que ces pénuries sont chroniques, à tous les niveaux, et que plusieurs emplois dans le domaine des sciences appliquées et du commerce ou de l'administration du secteur sont occupés par des gens qui n'ont aucun antécédent agricole, car une grande partie de la population urbaine n'a jamais été mise au courant des perspectives de carrière dans le domaine.

En ce qui a trait à l'innovation en général, je veux souligner les messages contenus dans le document au sujet de l'importance de l'innovation pour améliorer la compétitivité du secteur et atteindre la durabilité. Il est important de favoriser une collaboration entre le secteur public et le secteur privé, et de pouvoir compter sur un financement constant pour la recherche et le développement. Dans certains cas, lorsqu'il s'agit de petites cultures, le secteur public doit être en mesure de suivre toute la chaîne d'innovation, des intrants jusqu'à la commercialisation. À l'Université de Guelph, nous avons estimé que la valeur annuelle à la ferme de diverses variétés de cultures fruitières et de champs de légumes mises au point par les programmes de sélection de notre département d'agriculture végétale dépasse 50 millions de dollars.

Pour ce qui est du chapitre sur la création des connaissances, je mettrai l'accent sur l'importance d'établir des relations à long terme entre l'industrie, les groupes de producteurs et les organismes de recherche publics. Ces relations aident à comprendre la valeur des objectifs de recherche à long terme et à court terme. Même les petits investissements soutenus provenant de groupes de producteurs et de l'industrie peuvent servir au sein de vastes initiatives de recherche, lorsqu'on utilise une approche de consortium. Si vous êtes intéressés, je pourrai vous parler de mon expérience de travail avec les producteurs de fèves.

Dans le chapitre sur l'infrastructure, la partie sur la réglementation indique qu'un système réglementaire idéal serait opportun, adapté au risque, en mesure de répondre aux demandes du marché et facile à adapter pour l'innovation. J'appuie ces objectifs et j'aimerais ajouter que la réglementation actuelle concernant l'introduction d'organismes transgéniques sur le marché engendre des coûts tellement élevés qu'elle empêche les institutions publiques, comme les universités, de participer. À mon avis, le système en subit les conséquences lorsque les scientifiques du secteur public n'ont pas de connaissances concrètes et d'expérience en ce qui concerne le processus réglementaire.

Enfin, je ne suis pas inquiet au sujet des droits des phytogénéticiens et de la PI, c'est-à-dire la protection des innovations dans les sciences appliquées en biologie. Pour produire un rendement économique, les investisseurs en innovation agricole ont besoin des mêmes outils dont on dispose dans les autres secteurs technologiques. C'est le fondement qui servira à développer et à soutenir une industrie des semences au Canada.

● (1540)

Sur ce, je vous remercie de votre patience.

Le président: Merci. Vous êtes pile à l'heure.

Monsieur Groeneweg, vous avez 10 minutes maximum. Je vous en prie.

M. Franck Groeneweg (directeur, Saskatchewan Canola Development Commission): Merci beaucoup de me donner l'occasion de m'adresser à vous aujourd'hui.

Je m'appelle Franck Groeneweg. Je suis un producteur de canola établi près de Regina. Je possède une plantation de 2 500 acres de canola sur une terre agricole de 9 000 acres.

J'ai également présidé le comité de recherche de SaskCanola. Je suis accompagné aujourd'hui de Pat Flaten, notre directrice de la recherche.

SaskCanola, qui en est à sa 20^e année d'existence, consacre chaque année quelque deux millions de dollars à son budget de recherche. Ce fonds provient des producteurs de canola de la Saskatchewan qui versent une redevance prélevée au point de vente. L'organisation est dirigée par un conseil d'administration composé de huit membres et compte sept employés. Notre stratégie consiste à appuyer la recherche en agronomie, la recherche sur le matériel génétique et la recherche sur l'utilisation du colza. Notre relation de partenariat avec les programmes du gouvernement fédéral remonte aux tout débuts de nos activités et nous espérons que les investissements dans la recherche publique seront maintenus grâce à notre participation.

Depuis 20 ans, SaskCanola cumule les réussites, qui ont contribué au succès de la culture du canola en Saskatchewan. La recherche sur les biocarburants en fait partie. La recherche fondamentale sur les biocarburants nous a permis d'obtenir un contrat de licence et des redevances ont été versées à Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) et à SaskCanola pour la technologie. Ce projet commence à rapporter des sommes modestes, que nous pouvons réinvestir dans la recherche.

Nous menons des travaux de recherche fondamentale sur les technologies de séparation et d'extraction des protéines; et deux installations sont actuellement exploitées en Saskatchewan.

Il a été très important au cours de ces 20 années d'améliorer les données agronomiques sur la culture du canola afin de réduire les risques pour les producteurs, et j'ai en moi-même profité.

SaskCanola participe aux activités de la grappe scientifique sur le canola et le lin de Cultivons l'avenir, un programme réalisé en collaboration avec le Conseil canadien du canola, qui en assure la gestion. Un fonds de l'ordre de 20 millions de dollars finance les projets retenus, soit 14,5 millions de dollars du gouvernement fédéral et 5,7 millions de dollars de l'industrie. Du côté de l'industrie, notons la participation de Richardson, Viterra, Louis Dreyfus et Cargill; et du côté des producteurs, nous avons la Commission des producteurs de Canola de l'Alberta, SaskCanola, et la Manitoba Canola Growers Association. Soulignons également la participation d'autres intervenants de l'industrie, notamment BASF, Bayer CropSciences et Dow AgroSciences. Ces entreprises travaillent toutes à des projets associés à la grappe scientifique sur le canola et le lin. C'est là une excellente façon de faire, car le Conseil canadien du canola permet l'établissement de réels partenariats dans l'ensemble de l'industrie.

Le financement accordé par l'industrie à certaines portions de projets provient de SaskCanola et du Manitoba.

Les projets de recherche en cours portent entre autres sur la valeur nutritionnelle de l'huile, la valeur nutritionnelle du tourteau et la production de cultures de canola.

SaskCanola participe en outre à quatre projets de recherche dans le cadre du programme de Développement de produits agricoles innovateurs (DPAI) de Cultivons l'avenir. Nous avons également participé au Programme canadien d'adaptation agricole (PCAA), afin de poursuivre nos recherches sur la commercialisation des méthodes d'extraction de la protéine de canola. Nous en sommes actuellement à l'étape de l'expérimentation.

Notre organisation est bien déterminée à conclure des partenariats avec le gouvernement fédéral afin de renforcer notre capacité de livrer concurrence aux producteurs de cultures oléagineuses à l'échelle internationale. Il est primordial pour nous, les producteurs, d'avoir les outils nécessaires pour produire de bonnes récoltes et réduire les risques associés à cette culture, afin d'être concurrentiels sur la scène mondiale.

Dans l'ensemble, nous avons eu une très bonne expérience avec le programme Cultivons l'avenir. Nous sommes certainement satisfaits du partenariat que nous avons conclu et nous vous encourageons à reconduire le financement des grappes scientifiques et du programme de DPAI dans la deuxième phase du programme Cultivons l'avenir.

● (1545)

L'industrie du canola représente environ 15 milliards de dollars dans l'économie canadienne. Elle n'aurait pas eu les résultats que l'on connaît sans les importants efforts de recherche déployés et les solides partenariats établis.

Le président: Monsieur Groeneweg, je suis désolé de vous interrompre. Nous devons faire certains ajustements audio pour capter votre voix par vidéoconférence.

● (1550)

M. Franck Groeneweg: Bien sûr, sans problème.

Je disais donc qu'il s'agit d'un programme de 15 milliards de dollars, ce qui représente ainsi 15 milliards dans l'économie. Grâce aux bons outils, nous avons pu bâtir l'industrie du canola à partir de rien essentiellement dans les années 1970. Comme c'est le cas pour toutes les cultures, la production du canola se fait par rotation...

Notre organisation s'occupe de la culture du canola, mais elle doit aussi travailler avec d'autres groupes, qui n'ont pas nécessairement les mêmes antécédents ni la même viabilité financière qu'elle.

Les exigences administratives entourant le programme de DPAI et le programme Cultivons l'avenir peuvent parfois s'avérer très lourdes. Nous incitons le comité à explorer des méthodes simplifiées afin de réduire le fardeau administratif, de façon à ce que les organisations moins bien établies ou plus vulnérables puissent prendre part à ces programmes et espérer les mêmes résultats qu'a obtenus SaskCanola au fil des ans.

Nous encourageons également la mise en oeuvre de programmes intérimaires, parallèlement au programme de DPAI, qui aideraient les chercheurs à trouver leur voie. Les programmes s'échelonnant sur cinq ans peuvent finir par exiger beaucoup de ressources, et certains chercheurs peuvent ainsi devenir des « orphelins » du système. Il serait bon d'offrir également des projets de financement à plus court ou à plus long terme, en plus des programmes actuels.

Nous sommes parfois aux prises avec des compressions budgétaires, et les décisions financières semblent venir d'en haut. Nous aimerions savoir à quoi nous attendre à cet égard, et nous pourrions peut-être vous aider à déterminer quels sont les projets prioritaires pour notre industrie. Étant plus près concrètement de l'industrie, nous pouvons cerner les projets qui ont le plus de valeur, ceux qui seront le plus rentables et qui devraient être maintenus. Si les réalités budgétaires imposent des compressions, nous devons assurément être consultés.

Un aspect très important pour notre industrie est de pouvoir collaborer avec d'autres organisations agricoles du secteur de façon à mieux gérer les problèmes. Il peut s'agir d'intérêts communs, par exemple de se pencher sur la présence d'un insecte qui pourrait s'avérer néfaste pour le canola et d'autres cultures. Il serait souhaitable d'offrir du financement pour encourager la collaboration entre les différents secteurs de l'industrie agricole.

En résumé, nous sommes satisfaits du programme Cultivons l'avenir et nous souhaitons qu'il soit maintenu. Nous sommes très heureux de pouvoir prendre part à ce processus de consultation. Pour nous, c'est un signe que vous êtes à l'écoute et que vous avez à cœur d'offrir les programmes appropriés.

Nous avons plusieurs recommandations à formuler. Premièrement, nous recommandons de réduire les lourdeurs administratives dans la mesure du possible. Deuxièmement, nous aimerions que les paiements soient versés aux organisations le plus rapidement possible, ce qui peut parfois être difficile. Troisièmement, nous encourageons l'élaboration de programmes pour les problèmes en émergence qui ne sont pas restreints par l'échéancier de cinq ans. Quatrièmement, nous voudrions que l'industrie puisse déterminer ses priorités et que des fonds y soient consacrés. Et finalement, nous recommandons de fournir une méthode et des fonds pour des projets réalisés en collaboration dans le secteur de la culture, afin d'encourager les groupes d'agriculteurs à travailler ensemble.

Sur ce, je vous remercie une fois de plus. Nous sommes maintenant disposés à répondre à vos questions. Je pourrai aussi répondre à vos questions en français, car mon français n'est pas trop rouillé, je crois.

Le président: D'accord.

Nous passons donc aux questions des membres du comité.

Vous pourrez répondre aux questions dans la langue de votre choix, monsieur Groeneweg.

La parole est donc à Mme Raynault, pour cinq minutes.

[Français]

Mme Francine Raynault (Joliette, NPD): Merci, monsieur le président.

Je suis de ceux qui ont absolument besoin de comprendre ce qui se dit.

J'aimerais poser une question. Puisque j'ai perdu une grande partie de votre intervention, je vais suivre les notes et le document qui nous ont été remis.

Vous dites que vous aimeriez être consultés lorsque des coupes doivent être effectuées. Selon vous, il peut être approprié pour l'industrie de déterminer la manière dont les coupes seront effectuées. Voulez-vous nous en parler, s'il vous plaît?

• (1555)

[Traduction]

M. Franck Groeneweg: Je ne sais pas si j'ai été bien clair à ce sujet.

La crise économique mondiale nous pousse à des compressions budgétaires, mais j'estime que la santé financière du Canada est relativement bonne. Il nous faut cependant être responsables sur le plan financier. Si les dirigeants du pays doivent couper dans les programmes, supposons que l'enveloppe doive être réduite de 10 ou de 20 p. 100, nous aimerions être mis au courant. Nous pourrions ainsi évaluer les projets selon leur valeur, de façon à ce que les projets les plus avantageux, plutôt que ceux inscrits en haut de la liste, échappent aux coupes.

[Français]

Mme Francine Raynault: Merci.

Ma prochaine question s'adresse à M. Pauls.

Vous dites avoir un budget annuel de 120 millions de dollars. Combien d'argent de plus faudrait-il pour faire de la recherche à long terme?

[Traduction]

M. K. Peter Pauls: Il est question de la recherche universitaire. Les chercheurs universitaires présentent des demandes en leur nom pour un projet en particulier, qui bénéficie d'un budget distinct.

C'est une question difficile. Très peu des demandes proposant des recherches en milieu universitaire sont acceptées. Je dirais donc que chacune de ces demandes représente l'espoir d'accomplir de nouvelles choses. Je ne peux pas vraiment vous donner le pourcentage de projets fructueux. Je crois que le taux de réussite du programme de subventions à la découverte du CRSNG se situe à un peu plus de 50 p. 100, ce qui signifie qu'un bon nombre de demandes sont rejetées.

Tout dépend du programme. Il est difficile pour moi de vous donner un chiffre à ce moment-ci. Je suis désolé.

[Français]

Mme Francine Raynault: J'aimerais avoir plus d'information relativement au programme d'amélioration des plantes. Vous avez parlé des asperges. Que contient précisément votre programme pour améliorer les plantes, comme dans le cas des asperges, par exemple?

[Traduction]

M. K. Peter Pauls: Les objectifs sont différents pour toutes les plantes, mais dans tout programme de reproduction, un des buts principaux est d'accroître la productivité d'un secteur avec certains intrants. C'est l'objectif de base, qui s'accompagne généralement de critères de qualité, qu'il soit question de maladies menaçant un produit ou de l'ajout de composés, comme des vitamines ou des antioxydants. On nous demande de plus en plus d'examiner de quelle façon cela influe sur notre nutrition et notre santé.

Le président: Nous cédon la parole à M. Storseth.

M. Brian Storseth (Westlock—St. Paul, PCC): Merci, monsieur le président, et merci à nos témoins d'être venus nous parler aujourd'hui de cet important sujet.

Monsieur Groeneweg, j'ai pris note de vos commentaires sur l'importance de maintenir et d'améliorer les relations à long terme. Un sujet qui revient souvent devant le comité est l'innovation. C'est un élément qu'on qualifie constamment d'essentiel pour rendre le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire plus concurrentiel.

Quels sont les principaux domaines innovateurs dans lesquels l'industrie agricole canadienne devrait investir pour assurer son avenir? Pouvez-vous nous donner des exemples de pratiques agricoles innovatrices ou de nouveaux produits?

J'aimerais aussi que vous répondiez à cette question, monsieur Pauls.

• (1600)

M. Franck Groeneweg: Agriculture Canada doit s'engager dans des projets qui sont loin d'être gagnés d'avance. Si on pense à très long terme, et qu'on écourte les délais, il faut se tourner davantage vers les producteurs.

Les cultures génétiquement modifiées n'ont pas vraiment la cote auprès de la population en ce moment, mais la réalité est que nous vivons dans un monde de plus en plus peuplé, et il faut le nourrir. Je crois personnellement que les gens comprennent de mieux en mieux ce que cela représente, et sont davantage conscients des possibilités qui s'offrent à nous pour rendre l'agriculture au service de notre santé. Nous devons faire très attention de ne pas tourner le dos à cet aspect de la recherche. Nous devons travailler avec les groupes de producteurs pour sensibiliser le public aux avantages que peut offrir cette technologie.

Je recommanderais fortement de poursuivre les recherches dans ce domaine.

M. Brian Storseth: Monsieur Pauls, qu'en pensez-vous?

M. K. Peter Pauls: Cela revient à ce que j'ai dit plus tôt. Le secteur agricole au Canada repose essentiellement sur la productivité et doit soutenir la concurrence à l'échelle mondiale, sur les plans de la productivité et de la qualité. Ici encore, il s'agit d'une exigence minimale; c'est toujours requis pour le type d'agriculture que nous pratiquons.

Je crois que les groupes de producteurs veulent porter à l'attention du public des produits qui se démarquent par leurs caractéristiques, particulièrement en ce qui a trait aux allégations relatives à la santé. Ces allégations santé doivent être corroborées par des preuves scientifiques.

Nos recherches portent de plus en plus sur l'utilisation de produits agricoles à des fins non alimentaires. Par exemple, nous menons différents projets dans lesquels on étudie l'incorporation de fibres végétales à des matières plastiques servant à la fabrication de pièces automobiles. Je participe moi-même à un projet de bioproduits destinés à l'industrie de l'automobile.

Cela soulève évidemment des questions au sein de la société. On demande de plus en plus d'élargir la portée des projets de recherche scientifique et de faire appel à des spécialistes en sciences sociales, dans le cadre des demandes de subvention, afin d'évaluer l'incidence sur la société des cultures destinées à des fins non alimentaires. Quelles seront les conséquences à long terme de cette tendance? Quel sera l'impact sur la distribution alimentaire au sein de notre société? D'ailleurs, je m'occupe d'un projet de recherche auquel participent également des économistes.

M. Brian Storseth: D'accord. C'est excellent.

J'aimerais vous poser une question, monsieur Groeneweg. Pourriez-vous soumettre un mémoire au comité? Vous avez parlé de la paperasse excessive souvent associée à ces demandes. Je ne vous demanderai pas de répondre à brûle-pourpoint, mais il serait utile que vous nous proposiez par écrit quelques mesures que nous pourrions prendre.

Monsieur le président, puis-je poser une dernière petite question?

Le président: Très brièvement.

M. Brian Storseth: On ne cesse de répéter que le transfert des technologies et la commercialisation doivent à tout prix être intégrés à tous les projets et à toutes les stratégies, car c'est ce qui nuit le plus à l'innovation.

À votre avis, qu'est-ce que le gouvernement fédéral peut faire pour mieux relier les deux extrémités de la chaîne de valeur et assurer la commercialisation d'un plus grand nombre de projets de recherche?

• (1605)

M. K. Peter Pauls: Cette question m'est-elle adressée?

M. Brian Storseth: Oui.

M. K. Peter Pauls: Certains projets sont axés sur l'aspect scientifique dès le départ, et parfois, il est difficile de transférer les résultats de ces recherches à une application commercialisable. Certains des plus importants projets auxquels prennent part des groupements de producteurs et d'agriculteurs mettent l'accent sur cette activité dès le départ en fixant des paramètres clairs relativement à la commercialisation d'un produit; toutefois, il faut 10 ans pour mener à bien les recherches jusqu'à cette étape. L'une des façons d'y arriver, c'est peut-être d'envisager un financement à long terme, étant donné que c'est très long.

Le président: Merci beaucoup.

Je vais maintenant céder la parole à M. Valerioté. Vous disposez de cinq minutes.

M. Frank Valerioté (Guelph, Lib.): Je vous remercie d'être des nôtres aujourd'hui.

J'ai quelques préoccupations, mais qui se veulent constructives, croyez-moi. La semaine dernière, le groupe d'experts sur le soutien fédéral de la recherche-développement a indiqué que le Canada avait seulement consacré 1 p. 100 de son PIB à la recherche, alors que la moyenne des dépenses en recherche des 34 pays de l'OCDE en R-D en proportion du PIB s'élevait à 1,6 p. 100. Il y a un énorme écart qui ne cesse de s'accroître depuis 2006. Et puis, l'an passé, j'ai été consterné d'apprendre qu'on avait réduit le financement de la recherche sur les aliments. En fait, la qualité et les nouveaux sous-produits ne font désormais plus partie des domaines ciblés pour les subventions de projets stratégiques du CRSNG — j'imagine que vous le savez —, et les Réseaux de centres d'excellence n'ont pas renouvelé le financement du Réseau des aliments et des matériaux d'avant-garde, AFMNET. Je pense que vous connaissez bien ces gens, Peter.

Quelles mesures pourrions-nous prendre pour que l'agriculture et l'agroalimentaire soient à nouveau une priorité pour les organismes subventionnaires dans le domaine de la recherche et du développement?

M. K. Peter Pauls: Ce qui m'a poussé en partie à faire des observations générales visait vraiment à souligner la notion selon laquelle l'agriculture est au cœur de ce que le Canada représente, que l'agriculture est une activité de haute technologie qui sauvegarde les emplois de beaucoup de Canadiens. Il m'arrive de penser que nous tenons les aliments pour acquis; ils apparaissent dans nos assiettes et nous ne mesurons pas les conséquences économiques et intellectuelles de l'agriculture pour la scène canadienne. C'est pourquoi j'ai dit qu'un débat public sur la politique alimentaire permettrait de rappeler à certains organismes de financement l'importance cruciale de la recherche agricole dans son ensemble.

M. Frank Valerioté: Puis-je donc être plus précis? Recommanderez-vous que les produits de qualité et les nouveaux produits soient remis dans la liste des objectifs visés par les subventions thématiques versées au CRSNG?

M. K. Peter Pauls: Ils devraient être indiqués clairement. La recherche agricole et la recherche liée à l'agriculture devraient sûrement compter parmi les domaines identifiés par le CRSNG.

M. Frank Valerioté: Permettez-moi de vous poser cette question. Vous avez mentionné une stratégie alimentaire nationale. Je suis tout à fait d'accord et ravi que vous l'ayez fait.

Beaucoup de gens ne comprennent pas l'utilité d'une stratégie alimentaire nationale. J'ai étudié les stratégies de l'Écosse, de la Nouvelle-Zélande et de la Grande-Bretagne. Notre parti travaille depuis plusieurs années à la structure d'une stratégie alimentaire nationale.

Pourquoi pensez-vous qu'elle est utile et quel sera son contenu?

M. K. Peter Pauls: Une fois de plus, je pense qu'il est important de sensibiliser le grand public à l'importance de l'agriculture. Bien évidemment, l'agriculture n'occupe pas le devant de la scène comme à l'époque de nos parents et grands-parents, car seulement 2 p. 100 de la population exploitent des fermes. Les gens ne s'aperçoivent pas qu'il y a un lien entre les secteurs liés à l'agriculture et toute l'infrastructure sur laquelle elle repose.

Je pense qu'il est important d'ouvrir ce débat. En fait, les journaux en parlent presque tous les jours quand ils font état de la durabilité et des aliments produits localement. Il s'agit là de choses qui touchent le public car tout le monde s'intéresse aux aliments.

• (1610)

M. Frank Valeriote: Pensez-vous que le gouvernement fédéral a un rôle à jouer pour conduire un débat autour d'une politique alimentaire nationale?

M. K. Peter Pauls: Il serait excellent qu'il le fasse. Oui.

M. Frank Valeriote: Monsieur Groeneweg, avez-vous des observations à faire au sujet de n'importe laquelle de ces trois questions?

M. Franck Groeneweg: Je suis entièrement d'accord avec M. Pauls. L'agriculture doit redevenir la priorité pour l'opinion publique. La sécurité de nos aliments est très importante pour le public et des idées fausses circulent sur le cheminement suivi par les aliments pour atterrir dans nos assiettes.

Je ne sais pas si le gouvernement devrait conduire ce genre d'initiative, mais il devrait faire tout ce qui est possible pour l'appuyer. Les Canadiens, et même les citoyens des autres pays du monde, doivent se réfamiliariser avec le secteur de la production alimentaire. C'est de cette façon seulement que nous pourrions accroître notre production et nourrir le monde à un coût raisonnable.

Le président: Merci beaucoup.

La parole est à M. Lobb pour cinq minutes.

M. Ben Lobb (Huron—Bruce, PCC): Merci, monsieur le président.

Je m'adresse à M. Pauls.

Il y a environ un mois et demi, juste à l'extérieur de Hensall, nous avons fait, dans le cadre du programme DPAI, une annonce pour les associations des producteurs des haricots blancs et des haricots colorés. Pour le bénéfice du comité et pour que ce soit inscrit dans le compte-rendu, pouvez-vous dire comment le processus a commencé et décrire toutes les étapes suivies pour aboutir au stade où vous annoncez que nous allons nous lancer dans ce programme. Pouvez-vous faire cela?

M. K. Peter Pauls: D'accord, j'espère avoir compris votre question.

Le programme DPAI est offert dans une université aux scientifiques et aux collaborateurs d'Agriculture Canada. En ce qui nous concerne, nous travaillons avec les producteurs ontariens de haricots qui ont deux associations, l'une pour les haricots blancs l'autres pour les haricots colorés. Ces associations se sont engagées à financer pendant cinq ans la recherche à hauteur de 100 000 dollars par an.

Les haricots ne sont pas aussi importants que d'autres denrées alimentaires en Ontario, pourtant ces associations se sont engagées à faire un investissement à long terme dans la recherche. Cela signifie que, en tant que chercheurs, nous pouvons recevoir des fonds de plusieurs sources. Le financement du programme DPAI était un appui important du programme d'amélioration génétique des haricots à l'Université de Guelph et à Agriculture Canada. Nous avons, en l'occurrence, un partenariat unique. En outre, ce financement des activités de base provenant des producteurs nous a permis d'obtenir un financement du MAAARO et aussi du Fonds de recherche et d'innovation de l'Ontario.

Donc, ce montant de 100 000 dollars chaque année sur une période de cinq ans a augmenté jusqu'à presque 9 millions de dollars en termes de soutien à la recherche d'une denrée alimentaire dont pratiquement toute la production est exportée à l'extérieur de l'Ontario et du Canada, qui rapporte des devises étrangères au Canada et fait la promotion de la qualité de l'agriculture ontarienne.

M. Ben Lobb: C'est assurément un projet qui offre beaucoup d'avantages pour l'université, l'agriculteur, le secteur et les marchés vers lesquels ces denrées peuvent être exportées.

Dans ce contexte, quelle était la date limite de rencontre de toutes les parties pour qu'elles décident qu'il fallait, pour progresser, suivre cette voie et pour que le ministère approuve le projet? Je voudrais savoir quel délai a été imparti pour faire cela.

• (1615)

M. K. Peter Pauls: Je ne sais pas exactement quand le compte à rebours a commencé, mais les producteurs ont pris des engagements bien avant le lancement du programme DPAI. Il y a eu des discussions pour déterminer si nous devrions utiliser ce programme ou un programme de grappe pour appuyer la recherche. Je dirais que huit mois se sont écoulés entre la prise de décision de lancer le programme DPAI — rédiger la proposition, obtenir des réactions, examiner les questions de PI et solliciter des conseils, obtenir l'approbation finale — et l'octroi du financement.

M. Ben Lobb: Je pense que tous les partis, tous les députés sur la Colline parlementaire, doivent soutenir les projets similaires à celui dont nous avons parlé. Peut-on apporter des améliorations au processus de mise en oeuvre pour le rationaliser et le simplifier?

Si vous avez des idées, que vous ne pouvez pas exprimer à ce moment même, j'espère que vous aurez le temps de nous les communiquer car j'estime qu'il est important de trouver le moyen de rationaliser ce processus pour obtenir plus rapidement une réponse et commencer le travail.

M. K. Peter Pauls: L'exercice était déjà bien entamé quand nous avons reçu les fonds. Par conséquent, nous avons dû nous dépêcher et justifier le fait que nous avions travaillé sur ce projet en utilisant l'autre financement additionnel.

Beaucoup de responsabilités sont attachées à la gestion des fonds, j'admets qu'elles sont importantes, mais nous accordons peut-être plus d'importance aux efforts requis pour remplir nos obligations en matière de responsabilité qu'au temps que nous consacrons à la recherche. Cela signifie qu'un nombre important d'employés du département de l'agriculture végétale devra consacrer du temps à toutes ces questions de responsabilité. L'Université de Guelph doit passer beaucoup de temps à rendre des comptes. Les groupements de producteurs spécialisés qui sont chargés de ce programme particulier consacrent beaucoup de temps à s'assurer que toute la paperasserie administrative est en règle. Ce travail implique énormément d'efforts.

Le président: Merci.

M. Rousseau a la parole pendant cinq minutes.

[Français]

M. Jean Rousseau (Compton—Stanstead, NPD): Merci beaucoup, monsieur le président.

Ma première question s'adresse à M. Pauls.

Vous avez dit que le développement des projets en culture biologique était décevant en ce qui a trait à Cultivons l'avenir.

Quel genre de projet de développement scientifique en culture biologique pourrait être bénéfique à l'agriculture en général?

La culture biologique peut-elle être viable à moyen et à long terme non seulement au Québec, mais aussi ailleurs au Canada?

[Traduction]

M. K. Peter Pauls: Je ne sais pas si j'ai dit avoir été déçu par le secteur biologique. Mais pour vous donner une réponse positive sur la façon dont nous pouvons soutenir l'agriculture biologique, je peux vous dire que nous enseignons un cours en biologie dans les études menant au BSA et nous faisons de la recherche dans le domaine des systèmes de production biologique, donc, il est sûr que nous souscrivons au secteur biologique et que nous l'appuyons.

Je souhaite qu'à long terme nous arrivions au stade où les différents systèmes de production pourraient fonctionner ensemble puisqu'au fond ils aboutissent tous au même système alimentaire. En Ontario, nous faisons beaucoup d'efforts pour séparer les matières, seulement l'idéal serait de soutenir et respecter les différents modes de production alimentaire parce qu'il y a, pour tous les aliments, des marchés et des créneaux spécifiques, particulièrement en Ontario.

[Français]

M. Jean Rousseau: Vous avez aussi parlé des besoins de main-d'œuvre compétente. De quel genre de travailleurs avons-nous besoin en agriculture?

• (1620)

[Traduction]

M. K. Peter Pauls: Nous constatons que les étudiants qui ont suivi nos programmes liés à l'agriculture n'ont aucune difficulté à trouver un emploi. Je pense vraiment qu'un plus grand nombre d'étudiants devraient suivre les programmes d'éducation liés à l'agriculture qui sont offerts pour tous les niveaux. Le nombre des étudiants qui étudient pour obtenir un diplôme a connu une augmentation spectaculaire ces dernières années. Les étudiants qui ont obtenu un BS ou un baccalauréat trouvent facilement un emploi dans toutes sortes de secteurs liés à l'agriculture. Quand nous organisons des salons de l'emploi, les principales banques sont présentes pour recruter des étudiants et nous aussi, nous offrons des emplois aux étudiants diplômés. Ils trouvent de bons emplois bien rémunérés souvent dans le domaine de la gestion ou de la vente. Des entreprises, grandes et petites, sont présentes dans le système agricole.

Pour nous, c'est un fait qui n'est tout simplement pas très connu.

Le président: Il vous reste encore plus d'une minute, monsieur Rousseau.

[Français]

M. Jean Rousseau: J'aimerais poser une question à M. Groeneweg.

Que fait votre industrie pour faire la promotion des métiers reliés à l'industrie du canola?

Cultivons l'avenir 2 devrait-il comprendre des projets spécifiques en ce qui concerne les besoins de la main-d'œuvre dans l'industrie?

[Traduction]

M. Franck Groeneweg: Il est très important d'attirer les jeunes vers l'agriculture. Dans le cadre de nos projets, nous avons recours à des bourses d'études pour veiller à ce que l'industrie du canola attire des gens très compétents qui s'intéressent à la production de canola, à la recherche sur le canola et à tout ce qui peut améliorer et accroître la production. Il est important aussi de rendre le secteur accessible aux producteurs. L'agriculture est une activité qui requiert beaucoup de capitaux, il est donc important d'étudier tous ces éléments.

Notre organisation met l'accent sur la production et l'utilisation de la culture pour la rendre durable et améliorer notre industrie agricole. En tant qu'agriculteur, je le répète il est très important d'attirer les jeunes vers l'industrie. Il faut probablement commencer par s'assurer que le consommateur apprécie les aliments à leur juste valeur. C'est ce qui suscite un intérêt pour notre secteur.

Le président: D'accord, merci beaucoup.

La parole est à M. Lemieux.

M. Pierre Lemieux: Merci beaucoup monsieur le président.

Avant de poser une question, il y a un point que je voudrais éclaircir.

M. Valeriotte a parlé du CRSNG, le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie. Ce que je veux éclaircir, car les propos de M. Valeriotte peuvent porter à confusion, c'est que le CRSNG ne se laisse pas influencer par le gouvernement lorsqu'il prend des décisions. Le conseil reçoit du gouvernement des fonds pour la recherche et l'innovation, mais les projets qu'on lui soumet passent par l'évaluation des pairs. Je crois que des centaines de personnes y participent. Ils forment des comités, ils surveillent les mises en œuvre et ils prennent des décisions. Ils ne font pas rapport au ministre de l'Agriculture mais au ministre de l'Industrie.

Ces précisions sont importantes parce que dans cette étude, le comité de l'agriculture examine Cultivons l'avenir et ce que ce cadre stratégique peut réaliser, à l'aide du financement agricole, dans les domaines de la science et de la recherche. Je pense que les commentaires sur le CRSNG étaient à côté de la plaque.

La science et l'innovation sont importantes dans tous les secteurs, et bien évidemment pour l'agriculture. C'est la raison pour laquelle nous étudions cette question.

En conclusion, monsieur le président, en 2006, le financement du CRSNG s'élevait à environ 860 millions de dollars et à plus de un milliard de dollars en 2009-2010. Le gouvernement a donc joué un rôle pour accroître les fonds accordés à la science et à la recherche, mais le processus de prise de décision, les approbations ou les refus sont du ressort de l'évaluation des pairs au sein du CRSNG et pas du ressort du gouvernement. Je tenais à ce que ce soit clair car ce point est important.

Pour continuer sur le sujet de la science et de l'innovation dans le secteur agricole, je voudrais parler des possibilités de commercialisation. Il y a longtemps, les recherches effectuées n'aboutissaient pas nécessairement à des solutions de commercialisation. Normalement, plus la recherche porte sur le court terme, plus elle est commercialisable à court terme. C'est un rapport de cause à effet que les gens comprennent plus facilement.

Donc, au sujet des projets de recherche à court terme, moyen terme et long terme et leurs possibilités de commercialisation pouvez-vous, monsieur Pauls, dire au comité quels types de projets doivent être prioritaires dans le secteur agricole compte tenu de la conjoncture actuelle? Serait-ce les projets à court terme ou les projets à moyen terme? Peut-être une combinaison de ces deux types de projet, mais je me demande si vous pouvez dire quels avantages vous attachez à chacun de ces secteurs?

●(1625)

M. K. Peter Pauls: Un projet à court terme pourrait porter sur l'enregistrement d'un herbicide particulier pour une nouvelle culture. Il faudra peut-être attendre quelques années avant que les données prouvent qu'il ne pose pas de risque et qu'il est efficace, mais le projet ne financera pas la mise au point d'un nouvel herbicide par exemple. Cela exigerait de longs travaux. Il ne financera pas la création d'une nouvelle variété végétale, car cela demande également beaucoup d'efforts sur le long terme. Même lorsqu'une idée nouvelle ou une nouvelle application sont présentées, le processus de commercialisation comporte plusieurs étapes et il faut parfois un nouvel ensemble de compétences pour les mettre en oeuvre.

Vous avez raison, il faut une combinaison de possibilités de financement et d'échéanciers.

Les projets à court terme me semblent un peu plus évidents car il s'agit de résoudre des problèmes en posant une question simple. Faut-il utiliser le produit pour cela ou non? Et donc, on peut penser que les projets peuvent être mis en oeuvre un peu plus rapidement.

M. Pierre Lemieux: Merci.

Monsieur Groeneweg, compte tenu des projets de canola que vous voyez au poste que vous occupez, pouvez-vous dire au comité ce que vous pensez des types de projets envisagés et combien, en pourcentage, de projets sont classés dans les catégories à court terme, à moyen terme et à long terme? En fin de compte, est-ce que l'une de ces catégories a une incidence sur la commercialisation des projets?

M. Franck Groeneweg: En y réfléchissant rapidement, les trois pourcentages sont égaux, aux environs de 30 p. 100. Généralement, pour ce qui est des projets à long terme, il se peut que nous prenons des risques en s'aventurant à donner des réponses à certaines questions qui sont très importantes et qui couvrent plus l'ensemble de l'industrie du canola.

Pour ce qui est des projets à court terme, c'est comme si on pouvait déjà voir la fin et qu'on a une très bonne idée de ce qui va se passer, mais qu'on peut aussi essayer de profiter des leçons tirées des projets à long terme. Par conséquent, les possibilités de commercialisation peuvent être plus grandes pour les projets à court terme.

Dans nos discussions avec notre comité, nous voulions toujours nous assurer d'attribuer des fonds aux projets que nous estimons quelquefois être à très long terme. Mais nous devons être en mesure de prendre des risques, car bien que nous puissions aboutir à la réalisation d'un projet sans avoir compris beaucoup de choses, le message aux agriculteurs sera parfois qu'il ne faut pas se risquer dans cette voie et éviter de prendre des risques inutiles. La recherche de la réussite est donc très importante, mais nous devons comprendre que certains échecs peuvent se révéler utiles pour l'ensemble du secteur.

Il se peut que nous soyons parfois un peu trop conscients de notre recherche du gros filon, nous devons donc agir prudemment au niveau de la gestion des risques

●(1630)

Le président: Merci beaucoup.

Monsieur Groeneweg et monsieur Pauls, merci infiniment d'avoir été des nôtres aujourd'hui. Nous vous remercions pour vos exposés et vos réponses à nos nombreuses questions.

Nous accueillons maintenant M. Douglas Freeman, doyen du Western College of Veterinary Medicine. Nous accueillons également Matthew Holmes, directeur général de l'Association pour le commerce des produits biologiques. Bienvenue.

Monsieur Freeman, vous êtes le premier de la liste, vous avez dix minutes au maximum, allez-y.

M. Douglas Freeman (doyen, Western College of Veterinary Medicine, University of Saskatchewan): Merci beaucoup. C'est pour moi un privilège de témoigner ici aujourd'hui.

Comme je l'ai mentionné, je représente le Western College of Veterinary Medicine de l'Université de la Saskatchewan.

Je parlerai brièvement de quatre points clés: l'initiative One Health, la sécurité alimentaire, la surveillance des maladies et, finalement un sujet que je m'en voudrais de ne pas signaler, le rôle de l'éducation.

L'initiative One Health reconnaît le lien qui existe entre la santé animale, la santé publique et la santé de l'environnement. Elle consiste essentiellement à créer des liens et à éviter de travailler en vase clos. Je note par ailleurs que c'est là l'objectif du programme Cultivons l'avenir qui prône la création de grappes scientifiques, le regroupement de chercheurs de différents domaines et la collaboration.

Un exemple actuel sur notre campus serait la création de chaires. Puisque l'on envisage divers financements, j'appuierai le financement de chaires. Une chaire dans un domaine tel que la sécurité alimentaire permettrait de regrouper des spécialistes de divers domaines qui travailleraient sur un thème commun.

L'université de la Saskatchewan est la seule où sont regroupées sous un même toit toutes les sciences de la santé — et, là encore, en suivant le modèle One Health, nous regroupons au sein d'un même conseil tous les collègues et doyens des sciences de la santé. L'initiative One Health est importante lorsque l'on songe aux 1 400 micro-organismes infectieux que nous connaissons. Plus de 60 p. 100 d'entre eux provoquent des zoonoses, soit des infections naturellement transmissibles de l'animal à l'homme et vice versa. Ainsi, 75 p. 100 des maladies émergentes ou « ré-émergentes » sont de ce type. L'initiative One Health est donc un domaine clé par rapport à l'agriculture et à la santé animale, à la médecine vétérinaire et à la santé publique.

Nombre de ces agents infectieux peuvent causer de très graves maladies ou même des pandémies. Nous avons tous lus des articles sur la grippe aviaire, le SRAS ou même la tuberculose et la maladie de la vache folle. Lorsque le premier ministre s'est rendu sur le campus à l'occasion de l'inauguration du Centre international sur les vaccins, il a fait remarquer que 18 cas d'encéphalopathie spongiforme bovine s'étaient traduits par des coûts de 6,5 milliards de dollars.

En ce qui concerne la sécurité alimentaire, quelque 76 millions d'Américains souffrent chaque année de maladies d'origine alimentaire et 5 000 en meurent. Au Canada, on estime qu'il y a entre 11 et 13 millions de cas, dont 2 à 3 p. 100 résultent en problèmes de santé chronique et dont le coût pourrait s'élever de 12 à 14 milliards de dollars. Certains de ces chiffres sont probablement sous-estimés. Nous pensons en effet que nombre de maladies d'origine alimentaire ne sont jamais rapportées.

Un bon programme de sécurité alimentaire comporterait donc les éléments suivants: des enquêtes et la prévention des maladies; la formation de professionnels qualifiés en tenant compte, je le répète, des disciplines concernées; l'action et la recherche suivies de façon à orienter les politiques publiques et la science, et toute la gamme des questions allant de l'élevage à la consommation; et bien sûr l'approche One Health.

La sécurité alimentaire a aussi ses intervenants clés, dont j'ai ici une liste, notamment les organismes fédéraux et provinciaux, les groupes de producteurs, les industries alimentaires, le Centre canadien coopératif de la santé de la faune et les premières nations. Mais quand il s'agit de sécurité, tous les consommateurs sont des intervenants importants. Et ils sont nombreux.

À propos de la surveillance des maladies dont j'ai parlé, je dirais qu'il est important de mettre l'accent sur l'établissement rapide de diagnostics, le confinement, l'atténuation des pertes et la préservation des marchés. Cela est important parce que nous devons préserver nos marchés en gardant notre cheptel en santé, offrir un approvisionnement alimentaire sûr et préserver la santé publique en minimisant les risques de zoonoses. Dans tous ces domaines, la transmission de la maladie est en effet critique.

Nous vivons dans une ère où tout est lié et où il y a beaucoup de collaboration.

•(1635)

Au Western College of Veterinary Medicine, une unité enquête sur les maladies qui surviennent à la ferme. Le laboratoire Prairie Diagnostic Services s'occupe des diagnostics. Le centre de toxicologie nous met en rapport avec l'école de l'environnement. Nous collaborons avec le Centre canadien coopératif de la santé de la faune qui est une composante essentielle de la surveillance des maladies puisque la faune entre en contact avec nos animaux de ferme et la population humaine. Et, évidemment, dans l'exemple de notre collègue, il y a des liens traditionnels et solides avec l'agriculture et les ressources biologiques.

J'aimerais par ailleurs souligner l'importance du Réseau canadien de surveillance zoonositaire. Appuyé par l'ACIA, ce réseau relie entre eux les laboratoires de diagnostics de santé animale et relie ces derniers au Réseau de laboratoires de santé publique.

J'aimerais finalement souligner le rôle des universités et l'importance des savoirs dans l'acquisition d'expertise dans les nouvelles technologies, y compris par les études supérieures et les initiatives de recherche destinées à éduquer et à former la prochaine génération de professionnels hautement qualifiés, à préparer la prochaine génération d'innovateurs, à créer de nouveaux outils, à lier les connaissances et compétences interdisciplinaires, notamment dans le cadre de l'initiative One Health et des disciplines liées à divers domaines tels que la sécurité alimentaire.

Je pense qu'il est important que les universités puissent miser sur leurs atouts régionaux et collaborent ensuite au niveau national. Lorsque l'on fait une demande de financement fédéral, on cherche souvent à financer le même processus au niveau national. Par exemple, nous avons à Saskatoon l'un des rares centres de recherche

sur le boeuf. L'Île-du-Prince-Édouard se spécialiserait de son côté sur les maladies aquatiques, etc. Il est donc important que nous puissions financer ces secteurs de spécialisation régionaux et que les universités collaborent ensuite entre elles. Il y a d'ailleurs une solide collaboration entre les écoles vétérinaires et les collèges agricoles de tout le Canada.

J'ai un dernier commentaire à faire concernant le financement. Je pense qu'il est important d'aller au-delà du financement en fonction de projets donnés et d'investir dans les gens et les programmes qui permettront de créer ces nouveaux projets.

C'est là-dessus que je termine mes commentaires. Merci beaucoup.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. Holmes pour 10 minutes au maximum.

M. Matthew Holmes (directeur général, Association pour le commerce des produits biologiques): Merci, monsieur le président, et merci, mesdames et messieurs. Je suis très heureux de témoigner ici aujourd'hui.

Je m'appelle Matthew Holmes et suis le directeur général de l'Association pour le commerce des produits biologiques. L'association reflète tous les éléments de la chaîne des produits biologiques, des producteurs aux transformateurs en passant par la communauté des chercheurs et les négociants. Je siège par ailleurs au conseil d'administration de la Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique et suis membre de la Table ronde sur la chaîne de valeur des produits biologiques d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Le secteur canadien des produits biologiques est en croissance rapide, avec un marché national estimé à 2,6 milliards de dollars par an, soit un accroissement de 160 p. 100 en quatre ans. Notre commerce international continue de croître grâce à un appui stratégique du gouvernement et à la négociation d'ententes avec nos principaux partenaires commerciaux. Le secteur des produits biologiques compte environ 4 000 producteurs exploitant 900 000 hectares de terres, dont plus de 40 p. 100 dans les Prairies canadiennes — et en Saskatchewan en particulier. Nous avons en outre environ 1 200 transformateurs et manipulateurs dans la chaîne de valeur des produits biologiques nationaux. Toutefois, notre marché croît plus rapidement que nos capacités de production. Nous devons donc tirer profit de ces possibilités en continuant à nous adapter et en restant concurrentiels, et en appliquant les données et outils scientifiques qui sont à notre disposition.

L'agriculture biologique offre des solutions incontournables face aux défis d'aujourd'hui. Elle nécessite peu d'intrants et propose des méthodes novatrices de réduction des coûts et d'entraide entre producteurs. Elle est fondée sur la rotation des cultures et des cycles d'éléments nutritifs, et sur une lutte antiparasitaire intégrée. On a montré qu'elle augmentait la biodiversité et la résilience dans les fermes et leurs environs, qu'elle favorisait la séquestration du carbone dans les sols, et qu'elle réduisait la consommation d'énergie et le ruissellement d'éléments nutritifs dans les voies navigables, autant d'obstacles que l'agriculture cherche à surmonter.

La production biologique offre un modèle financier attirant de marché en croissance, caractérisé par une demande élevée des consommateurs et des revenus intéressants pour les agriculteurs. Nos producteurs sont jeunes et semblent être attirés en grand nombre par notre modèle; autant de priorités que nous faisons nôtres dans ce secteur.

Tout cela nécessite cependant un transfert important de connaissances, l'appui des infrastructures et des services d'appoint. Quelques provinces explorent de nouveaux moyens d'aider les producteurs à adopter des modes de production novateurs. Dans l'île-du-Prince-Édouard et au Nouveau-Brunswick, par exemple, les gouvernements ont mis sur pied des programmes permettant de financer partiellement la certification des produits biologiques pendant la période de transition initiale. Cela a ainsi multiplié le nombre d'opérateurs qui répondent aux demandes de certification des clients et favorisé le réinvestissement des crédits disponibles pour d'autres besoins, tels que les transferts de savoirs et l'adoption de nouvelles mesures scientifiques. Au Québec, un programme pilote d'appui à la multifonctionnalité de l'agriculture incite les producteurs à obtenir des résultats bien identifiés par rapport, par exemple, à la biodiversité et à la gestion des ressources. À long terme, ce genre de programmes novateurs aideront le secteur agricole à devenir plus durable au plan économique et de l'environnement.

À notre avis, Cultivons l'avenir 2 est pour le gouvernement fédéral l'occasion de collaborer avec les provinces afin d'élargir de façon coordonnée ce type de programmation. Dans le cadre de sa première version, le gouvernement fédéral avait investi dans les grappes scientifiques. Les grappes scientifiques du secteur biologique avaient reçu plus de 6,5 millions de dollars au titre d'engagements fédéraux et 2,2 millions de dollars de la part de l'industrie. Le modèle est hautement intégré, regroupant des représentants de l'industrie, du gouvernement, des chercheurs et des universitaires.

La grappe scientifique du secteur biologique associe plus de 50 chercheurs dans neuf provinces, neuf universités et dix stations de recherche d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. Elle est gérée par le Centre d'agriculture biologique du Canada au Collège d'agriculture de la Nouvelle-Écosse. Dirigée et contrôlée en fonction de priorités déterminées par l'industrie, la recherche est donc conçue pour avoir une portée immédiate et être commercialisable. On mène par exemple un programme d'amélioration du blé et de l'orge permettant de trouver des variétés optimales pour les systèmes à faible apport d'intrants et dont les conclusions profiteront à tous les modèles de production, mais surtout à ceux qui cherchent à normaliser les systèmes à faible apport d'intrants. Cela aboutira à de nouveaux marchés où la demande est élevée et où les denrées canadiennes sont concurrentielles.

La grappe étudie en outre des méthodes novatrices de production en serre, y compris les intrants, les milieux de croissance, la lutte antiparasitaire intégrée, l'éclairage à haut rendement énergétique et les cycles de nutriments. En investissant ainsi dans la création et l'application de savoirs, le gouvernement et l'industrie appuient collectivement les capacités d'adaptation et d'innovation, et les atouts concurrentiels du secteur canadien des produits biologiques.

• (1640)

Les tendances de la consommation montrent clairement que ces modèles deviennent des moteurs de la production agricole. Il peut s'agir de trouver des modes de préservation et de traçabilité, d'établir des normes de protection des animaux et de culture, ou du souci des consommateurs d'éviter les produits synthétiques et les modifications génétiques; autant de caractéristiques de la production biologique que l'on retrouve en plus dans un système d'exploitation réglementé

et normalisé. La recherche dans l'agriculture biologique est donc l'occasion idéale d'étudier diverses caractéristiques et divers modèles de production qui mettent nettement l'accent sur les possibilités de commercialisation, la rentabilité et la durabilité.

Nous recommandons donc que Cultivons l'avenir 2 continue de faire preuve de leadership et de clairvoyance dans le domaine de la recherche scientifique intégrée.

Le secteur biologique canadien n'a pas tardé à devenir l'envie du monde entier, même si nous restons dans ce domaine un acteur relativement modeste. Depuis l'adoption de la réglementation et de normes nationales obligatoires en 2009, le gouvernement fédéral s'est attaché aux priorités recensées dans la stratégie internationale à long terme de l'association, à savoir les ententes d'équivalence qui ont été conclues avec les États-Unis en 2009 et avec l'Union européenne en 2011. Je ne saurais trop insister sur ce point, le Canada est le seul pays au monde dont les normes sont reconnues par ces deux marchés. À eux deux, les marchés américain et européen représentent 96 p. 100 des ventes mondiales de produits biologiques, dont la valeur est estimée à environ 56 milliards de dollars par an. Or, ces deux marchés ne reconnaissent même pas leurs systèmes respectifs quoiqu'ils aient fait des progrès significatifs pour trouver des équivalences entre les deux. De mon point de vue, le moment est idéal d'augmenter notre production.

Grâce à l'appui du programme de commercialisation agricole prévu aux termes de Cultivons l'avenir, l'association a pu mener des missions d'exportation et aider les membres de l'industrie canadienne qui sont à la recherche de nouveaux marchés et qui veulent tirer profit de l'amélioration de l'accès au marché. Il s'agit là d'un moyen critique de développer la capacité du secteur national. Cela nous permet en particulier de bien performer dans tous les domaines que recensent les documents de travail de Cultivons l'avenir 2, à savoir la compétitivité, la croissance des marchés, l'adaptabilité et la durabilité. Il faut continuer de mettre l'accent sur les débouchés internationaux recensés dans le cadre du programme Cultivons l'avenir 2.

Comme le précisent cependant les documents de travail de Cultivons l'avenir 2, notre compétitivité internationale dépend de la qualité et de la capacité de notre infrastructure. Surtout dans les systèmes fondés sur l'innovation, comme les systèmes de production biologique, des normes codifiées sont essentielles pour atteindre l'ensemble des objectifs que l'on s'est fixés.

Les États-Unis et l'Union européenne, qui sont nos partenaires commerciaux et nos concurrents, se sont engagés à maintenir leur infrastructure biologique par des normes prévues pour le long terme. Le Canada ne l'a pas fait. Et s'il fait encore aujourd'hui figure de modèle pour l'accès au marché des produits biologiques, sans infrastructure durable à long terme, le Canada ne tardera pas à perdre sa position ou à ne plus pouvoir assumer ses obligations commerciales en la matière. Cela inquiète au plus haut point le secteur et nous voudrions collaborer avec vous pour trouver des solutions.

Pour conclure, le secteur agricole au Canada peut aujourd'hui grandement bénéficier des objectifs d'innovation, de durabilité et de rentabilité que poursuit le secteur des produits biologiques. Les administrations doivent trouver des moyens de coordonner l'arrivée de nouveaux acteurs afin de répondre à la demande. Et il faut poursuivre les progrès de la science et de l'innovation par la recherche intégrée qui est au cœur de notre capacité d'exercer notre concurrence et de nous adapter.

Grâce à notre approche progressive de l'accès au marché, notre secteur est finalement bien placé pour réussir. Mais il faut aussi pour cela avoir l'infrastructure nécessaire pour rester concurrentiels et saisir les débouchés qui s'offrent à nous.

Je vous remercie beaucoup de m'avoir accordé votre temps et votre attention.

• (1645)

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant aux questions.

Vous avez cinq minutes, monsieur Allen.

M. Malcolm Allen (Welland, NPD): Merci, monsieur le président.

Merci, messieurs, de vos exposés.

Monsieur Holmes, vous avez parlé du sentiment d'avoir des possibilités. Les possibilités sont justement l'une des choses que le comité souhaite toujours pour les groupes d'agriculteurs.

Quel est d'après vous la situation de l'innovation et de la recherche dans le secteur des produits biologiques? Vous avez parlé de débouchés et du fait qu'il n'y a pas assez de gens pour les saisir — ou du moins, ceux qui y oeuvrent déjà ne semblent pas être en mesure d'en profiter.

De quoi avons-nous besoin pour structurer le secteur? Comme c'est celui qui connaît la croissance la plus rapide, que faut-il lui donner pour qu'il atteigne son potentiel et son but? Que devons-nous faire en ce moment pour prendre avantage de notre réglementation qui est aujourd'hui acceptée par les deux marchés où presque tout fonctionne?

• (1650)

M. Matthew Holmes: Merci de la question.

Jusqu'à maintenant, nous avons eu une relation merveilleuse avec le gouvernement, et nous espérons qu'elle se poursuivra dans l'avenir. En fait, nous avons demandé, dès 1999, au gouvernement de nous réglementer, parce que c'est là la condition du succès pour nous. Le secteur de l'agriculture biologique est fondé sur les systèmes de traçabilité ainsi que sur l'assurance et la surveillance. C'est ce que veulent les consommateurs. Le fait d'être réglementé et d'avoir des normes nationales en place était un élément crucial.

Notre croissance est très rapide, comme vous l'avez noté. Comme la demande des consommateurs augmente plus rapidement que notre production au Canada, cela signifie, évidemment, que le marché dépend des importations.

Nous travaillons également sur de grandes occasions sur les marchés d'exportation. Nous avons eu certains programmes pour nous aider à cet égard, mais si nous regardons ce que certains de nos principaux partenaires commerciaux ont fait dans ces domaines développés, comme les États-Unis et l'Union européenne, je dirais que le U.S. Farm Bill a prévu des appellations réservées pour l'agriculture biologique et y affecte des fonds. La Politique agricole commune de l'UE comporte des appellations réservées et un soutien à l'agriculture biologique, principalement pour établir cette base de production et la chaîne de valeur au niveau intérieur.

Je dirais qu'au Canada, nous en sommes à ce point maintenant. Nous devons examiner de façon de... Il y a une excellente occasion ici, mais nous devons offrir un incitatif quelconque. Il y a une période de transition très difficile, typiquement d'environ trois ans, lorsque les producteurs passent à l'agriculture biologique et que leur production chute, et parfois, de manière substantielle. Il se pose des défis lorsque le nouveau modèle est appliquée sur ce sol.

Alors, les programmes dont la priorité était de permettre aux producteurs de traverser cette période de transition ont connu beaucoup de succès dans le monde. Et ils favorisent également un secteur intérieur plus robuste à long terme.

M. Malcolm Allen: Si je vous comprends bien, il me semble que certains systèmes de soutien sont nécessaires pour nous aider au cours de la transition. Comme vous l'avez dit, il y a une transition.

Du point de vue scientifique, je comprends l'aspect de la codification, parce que je pense que vous avez raison de dire que c'est extrêmement important. Pour nous, il est inhabituel qu'un groupe vienne nous voir pour demander d'être réglementé. Habituellement, c'est le contraire. On nous demande de ne pas réglementer ou de déréglementer. Il est intéressant d'entendre un groupe dire: « La réglementation, c'est ce qui nous permet d'être bons dans ce que nous faisons et de réussir. »

Je me demande si l'innovation et la science ont un rôle à jouer pour nous aider dans la transition, à part la question d'argent — sachant, évidemment, qu'avec la diminution des rendements au cours de la transition, il se pose un problème de liquidités.

Les universités, les grappes, peuvent-elles jouer un rôle pour nous aider à traverser la période de transition et, peut-être, pour raccourcir cette période? Ont-elles un rôle à jouer?

M. Matthew Holmes: La recherche provenant de la grappe biologique est encore jeune, mais certains domaines de recherche et de documentation portent exactement sur ces questions. Quels sont les meilleures rotations? Quelles sont certaines des meilleures méthodes de production applicables dans les conditions climatiques et géographiques du Canada, en fonction de nos normes biologiques, qui sont uniques au Canada?

Alors, la recherche scientifique et la recherche de la grappe biologique joueront un rôle crucial dans l'arsenal ou la boîte à outils d'informations que nous avons. Le défi suivant, c'est le transfert de connaissances. Nous avons un nombre assez important de nouveaux venus dans le secteur. Beaucoup n'ont jamais pratiqué l'agriculture auparavant. Nous avons également un changement complet vers une façon nouvelle de faire de l'agriculture, à savoir l'utilisation des méthodes de production biologiques, et la période d'apprentissage peut être difficile.

Ce transfert de connaissances, ainsi que les gains importants que nous faisons au niveau de la compréhension par l'intermédiaire de la recherche, doivent également trouver leur chemin jusqu'aux producteurs canadiens par l'intermédiaire de programmes de soutien à la vulgarisation ou par d'autres moyens.

Le président: Merci beaucoup.

C'est maintenant au tour de M. Payne, pour cinq minutes.

M. LaVar Payne (Medicine Hat, PCC): Merci, monsieur le président.

J'aimerais souhaiter la bienvenue aux témoins présents ici aujourd'hui. Je vous remercie du temps que vous prenez pour venir nous faire vos exposés.

Premièrement, monsieur Freeman, vous avez parlé de plusieurs domaines dans votre exposé, y compris l'initiative Une Santé et la salubrité des aliments. Quel type de recherche, à votre avis, est nécessaire et comment cette dernière aidera-t-elle, dans le contexte de Cultivons l'avenir 2, dans n'importe quel de ces domaines particuliers? Y a-t-il quelque chose en particulier que vous examineriez?

•(1655)

M. Douglas Freeman: Merci. Il s'agit, en fait, d'une question vraiment importante, une question dont nous pourrions probablement parler longtemps.

M. LaVar Payne: Nous avons environ trois minutes et demie.

M. Douglas Freeman: Je pense que pour moi, la chose la plus importante dans le cas de ces deux sujets, l'initiative Une Santé et la salubrité des aliments en particulier, c'est qu'ils représentent des sujets de collaboration étendue. Alors, pour la salubrité des aliments, cela peut inclure le fait de comprendre comment le nombre d'agents pathogènes peut augmenter dans le bétail, comment réduire l'exposition dans les usines de transformation et comment éduquer le public pour éviter des problèmes potentiels de salubrité des aliments. Lorsque je vais dans les restaurants, on continue de me demander le degré de cuisson de mon hamburger, alors que c'est une question que l'on ne devrait jamais poser.

Et c'est la même chose dans le cas de l'initiative Une Santé, comment faisons-nous les liens? Au cours de la dernière année, nous avons essayé de mettre en contact les doyens des facultés de médecine au Canada et les doyens des écoles de médecine vétérinaire. Il y a là des problèmes d'éducation interprofessionnelle et de méthodes d'essai — par exemple, si on regarde la rage et sa pathogenèse liée à la morsure d'un chien, et la base de connaissances des médecins et leur compréhension de la façon de traiter les patients à cet égard, et de gérer la tuberculose dans des régions nordiques où les aliments prélevés dans la nature ont un rôle important.

Alors, ce sont tous des sujets que l'on examine à l'heure actuelle, et il y en a d'autres, mais ce qui est important dans ces domaines, c'est d'être en mesure de réunir de grands groupes de collaboration.

M. LaVar Payne: Eh bien, c'était vraiment une de mes questions. Comment réunir les gens, de la ferme, à la fourchette, aux chercheurs, pour s'assurer que cette recherche est faite — la bonne recherche pour obtenir la salubrité des aliments?

M. Douglas Freeman: Je vais parler à partir de mon expérience avant d'arriver à l'Université de la Saskatchewan et après y être arrivé également. Selon mon expérience, les gens dans ces secteurs sont intéressés à travailler ensemble sur cette question. Alors, par exemple, dans nos projets sur la salubrité des aliments à l'Université d'État du Dakota du Nord, les spécialistes de la communication du risque avaient hâte de rencontrer les producteurs et de savoir comment communiquer le message aux producteurs sur ce qu'ils peuvent faire pour atténuer les risques du point de vue de la salubrité des aliments ou sur la façon de communiquer aux gens qui travaillent dans les usines de transformation le message que les mesures HACCP sont importantes et qu'elles doivent être suivies. Les ingénieurs agricoles voulaient travailler avec les microbiologistes pour trouver des façons de reconnaître les signes de contamination de la viande au niveau des épiceries.

Alors, lorsque vous avez une question importante comme celle-là, les gens vont se regrouper. Encore une fois, avec le milieu universitaire et les programmes de vulgarisation et les choses du genre, une partie de notre rôle, c'est de transmettre cette information aux groupes appropriés.

Alors, comment le faisons-nous? Je pense que j'ai parlé des chaires, par exemple. Nous sommes en train de créer une chaire sur la salubrité des aliments. Lorsque vous avez une personne cultivée et reconnue dans un domaine qui peut travailler à devenir la personne qui réunit tous ces groupes ensemble, cela peut être très efficace.

M. LaVar Payne: Et c'est la personne-ressource?

Le président: C'est la personne-ressource.

M. LaVar Payne: Combien me reste-t-il de temps?

Le président: Vous avez 30 secondes ou un peu plus.

M. LaVar Payne: Je savais que c'était 30 secondes.

Monsieur Holmes, je sais que vous avez parlé de votre recherche scientifique intégrée et des besoins en matière d'infrastructure et de transfert de connaissances. Alors, y a-t-il parmi vos priorités quelque chose de particulier qui serait avantageux pour le groupe de l'agriculture biologique?

M. Matthew Holmes: Je dirais que ce qui est important et unique au programme de la grappe, c'est qu'il est dirigé par l'industrie. Alors, ce que vous voyez là, c'est la capacité de l'industrie d'établir des priorités avec la communauté de recherche et divers partenaires pour ce qui est de déterminer où devraient être investis les fonds de recherche. Alors, il permet une utilisation efficace des fonds publics — et probablement, avec un incitatif, des fonds jumelés provenant de l'industrie. De manière typique, l'industrie veut dépenser son argent sur quelque chose qui est commercialisable et qui donne des résultats réels à court ou à moyen terme, et probablement quelque chose qui peut ensuite être partagé, à plus long terme, comme une pratique exemplaire ou une leçon retenue.

Nous avons vu cela comme un programme très efficace et nous voulons vraiment bâtir sur les fondations établies par Cultivons l'avenir.

•(1700)

Le président: Merci beaucoup.

La parole est à M. Valeriote, pour cinq minutes.

M. Frank Valeriote: Merci, messieurs, d'être venus à Ottawa pour discuter avec nous.

Monsieur Freeman, j'aimerais commencer par vous. Au cours des trois années que j'ai passées au sein du comité de l'agriculture, j'ai appris — et je pense ne pas me tromper — que la salubrité des aliments va au-delà de l'usine de transformation et du moment où l'aliment se retrouve dans la bouche. J'ai appris que la salubrité des aliments commence avec la façon dont les animaux sont traités sur la ferme, la façon dont ils sont transportés et leurs conditions de vie, jusqu'à un certain point. Je me demande si vous êtes d'accord avec cette évaluation, et si oui, si vous pensez que le gouvernement devrait entreprendre d'étudier les conditions de vie des animaux, le bien-être et la santé des animaux, d'une manière plus significative.

Je pose cette question, parce que je n'ai pas vu grand-chose à ce sujet dans Cultivons l'avenir et dans l'Énoncé de Saint Andrews. Bien que j'aie demandé une étude sur cette question au cours de la législature précédente et que nous nous soyons entendus pour en avoir une, nous ne l'avons jamais eue, pour la simple raison que des élections ont été déclenchées. Je me demande si vous pensez que nous devrions faire quelque chose de plus significatif dans ce domaine.

M. Douglas Freeman: Je suis d'accord avec vous pour dire que la salubrité des aliments est une question qui remonte aussi loin que la ferme ou le ranch. Par exemple, des données indiquent que le bétail excrète davantage de bactéries *E. Coli* 0157 au cours d'un long voyage que d'un voyage plus court. Alors, oui, je suis d'accord avec vous. Il est certain que le bien-être des animaux est une composante importante de la santé animale. Lorsque nous regardons les marchés mondiaux, je pense que la façon dont nous traitons nos animaux devient un facteur de plus en plus important également. Et le bien-être des animaux, c'est plus que simplement la santé animale; il concerne la surveillance et le soin des animaux et le bien-être, qui peuvent certainement influencer également sur les questions liées à la salubrité des aliments.

M. Frank Valeriotte: Est-ce que vous insisterez pour que cela soit pris en compte d'une manière plus significative dans *Cultivons l'avenir 2*?

M. Douglas Freeman: Je serais très certainement d'accord avec cela, oui.

M. Frank Valeriotte: Merci.

Monsieur Holmes, merci de votre exposé.

Vous avez parlé de faire le pont entre le moment où l'agriculteur décide de se lancer dans l'agriculture biologique et les quelques trois années qu'il faut pour s'y établir. Vous avez également parlé d'établir des règlements pour la certification des produits biologiques. Dans quels autres pays accorde-t-on ce genre de soutien, à la fois la certification et le soutien, et pensez-vous qu'il y a d'autres choses, en plus de ces deux éléments, que l'on pourrait faire pour créer le soutien à l'infrastructure dont vous avez parlé dans votre exposé?

M. Matthew Holmes: Merci.

Les 27 pays membres de l'UE ont eu à un moment donné, et je pense que c'est encore le cas, un programme quelconque pour appuyer la transition. Évidemment, c'est une décision qui revient à chaque pays, une décision des États membres. De la même manière, aux États-Unis, il y a probablement 30 à 40 États qui ont investi dans ce genre de programme pour aider les producteurs qui désiraient se convertir aux méthodes de l'agriculture biologique. Il y a d'autres pays également qui ont investi dans ce domaine, mais nous devons vous faire parvenir les renseignements exacts plus tard.

Il s'agit d'un investissement important, et compte tenu du fait qu'au Canada, il s'agit d'une compétence partagée entre les provinces et le gouvernement fédéral, il semble que c'est une question dont on pourrait vraiment tenir compte dans *Cultivons l'avenir 2*. Alors, cela pourrait être quelque chose qui est là, si c'était une priorité pour une province particulière, un programme précis pour répondre à ses besoins sur son territoire, pour ses producteurs et ses collectivités. Il semble que ce soit une excellente occasion à l'heure actuelle pour envisager quelque chose comme cela.

En ce qui concerne l'infrastructure, les éléments de base sont en place. Nous avons le règlement, qui fait référence à notre norme, comme je l'ai dit dans mon exposé. Nous sommes assez préoccupés en ce moment par l'absence de système pour faire respecter cette norme... Il s'agit d'une norme nationale du Canada élaborée par l'Office des normes générales du Canada, qui comporte un comité technique constitué d'experts de l'industrie qui offrent volontairement leur temps. Il y a probablement 45 membres votants, 90 membres au total, et c'est une démarche assez coûteuse que de suivre le modèle de consensus qu'exige l'ONGC. Ce dernier exige également un examen quinquennal. Notre règlement rend cet examen obligatoire, sans compter nos accords commerciaux avec nos principaux partenaires commerciaux qui exigent que l'accord soit

révisé chaque fois que des changements sont apportés à leur norme ou à la nôtre.

Sans ce soutien à l'infrastructure, nous craignons d'avoir une occasion perdue.

• (1705)

Le président: Votre temps est écoulé, Frank; désolé.

Nous allons donner la parole à M. Zimmer, pour cinq minutes.

M. Bob Zimmer (Prince George—Peace River, PCC): Pour commencer, j'ai une question pour Matthew.

Il est agréable d'entendre une autre belle histoire sur l'agriculture canadienne, que nous sommes des chefs de file mondiaux dans ce domaine.

Je veux vous demander plus précisément qu'est-ce que l'on doit faire, à votre avis, pour augmenter l'efficacité du transfert de la technologie et de l'innovation? Nous la voyons souvent se développer sur sa propre petite île, et cela est inefficace, pour dire le moins. En fait, cela ne se rend pas jusqu'à l'agriculteur. Que pouvons-nous faire à ce sujet?

M. Matthew Holmes: C'est une excellente question.

Mon collègue ici a parlé, jusqu'à un certain point, d'avoir certains experts dans le domaine qui sont des ressources reconnues. Ils ont tendance à attirer les bonnes personnes autour d'eux pour transmettre les messages et pour intéresser les médias.

Une chose que la grappe a fait, c'est qu'elle a réuni des chercheurs très différents, l'industrie et le gouvernement. Un grand nombre de ces personnes n'étaient pas des chercheurs dans le domaine de l'agriculture biologique auparavant, mais elles travaillent maintenant au sein de la grappe scientifique biologique. Ce qu'on peut voir là, c'est une excellente occasion de convergence, d'alignement, de pollinisation croisée, quelque chose que nous aimons bien dans le secteur de l'agriculture biologique. Cela peut également mener au partage d'idées qui vont au-delà d'une méthode ou d'un modèle de production particulier.

Beaucoup de gens dans le secteur de l'agriculture biologique estiment qu'il y a des enseignements que l'on peut tirer de la recherche et de l'innovation en agriculture biologique qui ne sont pas exclusifs à l'agriculture biologique, loin de là. Vous n'avez pas besoin d'être un agriculteur biologique certifié pour utiliser certaines de ces choses et vous pouvez réduire vos coûts de manière substantielle si vous avez recours à la bonne rotation avec l'utilisation d'intrants différents ou d'une réduction des intrants.

Alors, nous pensons que cela peut améliorer la compétitivité de tous les producteurs canadiens.

M. Bob Zimmer: Monsieur Freeman, pouvez-vous répondre à la même question? Essentiellement, comment pouvons-nous rendre plus efficace ce transfert de l'innovation aux agriculteurs?

M. Douglas Freeman: Merci.

Le modèle de soutien de la vulgarisation — et je parle ici dans une perspective universitaire — est formidable. On forme la nouvelle génération pour qu'elle retourne dans l'industrie et qu'elle y travaille, et ce système d'éducation permanente ou de vulgarisation permet la transmission de nouvelles informations sur le terrain.

Bien entendu, dans le domaine de la médecine vétérinaire, les vétérinaires travaillent dans les exploitations agricoles avec les producteurs, à qui ils fournissent les informations les plus récentes sur la santé animale. Et je suppose qu'il y a des gens qui jouent un rôle semblable dans d'autres secteurs.

J'aimerais aussi ajouter un commentaire sur les grappes. Je me réjouis fortement de l'accent qu'on met sur la création de ces grappes dans le cadre du programme Cultivons l'avenir, parce que non seulement il s'agit d'une façon de rassembler les idées liées à la recherche, mais c'est aussi un moyen de diffuser ensuite les renseignements de manière beaucoup plus large.

J'aimerais proposer qu'on se concentre aussi sur autre chose. Nous devons nous assurer que les grappes interagissent et ne sont pas une série de projets isolés; par l'intermédiaire d'une série de comités consultatifs nationaux — ou peu importe —, il faut évaluer les grappes en fonction de la collaboration qui s'y fait.

M. Bob Zimmer: Me reste-t-il beaucoup de temps, Larry?

Le président: Vous avez environ une minute et quart.

M. Bob Zimmer: Parfait.

J'ai une autre question pour Matthew Holmes.

Je vous mets sur la sellette, en quelque sorte, mais si vous pouviez décider du rapport entre le financement de la recherche et celui du transfert de technologie et que vous deviez en faire l'évaluation, où devrait aller l'argent? Établissez la priorité: où mettriez-vous cet argent?

M. Matthew Holmes: En effet, cela me met quelque peu sur la sellette. Actuellement, au pays, dans le cas de l'agriculture biologique, il n'y a pas de programmes de soutien de la vulgarisation, ou très peu. Certaines provinces, comme le Québec et la Colombie-Britannique, ont engagé des spécialistes de la vulgarisation. Le CRSNG a appuyé la création d'un poste d'agent de vulgarisation dans le domaine de l'agriculture biologique au Canada atlantique. À part cet exemple, c'est plutôt fragmentaire. Et puisque le secteur a une structure horizontale, il y a beaucoup de produits, beaucoup de connaissances différentes et beaucoup d'écart.

• (1710)

M. Bob Zimmer: Où observez-vous l'écart le plus important, si vous voyez où je veux en venir?

M. Matthew Holmes: Si on examine la production biologique au Canada, on peut faire un parallèle avec beaucoup d'autres productions traditionnelles. Nous avons une base solide dans les plantes oléagineuses, les légumineuses, le blé et les grains, et ce sont des secteurs qui offrent de meilleures perspectives sur le plan de la recherche et des programmes de soutien de la vulgarisation.

Le président: Merci.

Je donne la parole à M. Atamanenko.

M. Alex Atamanenko (Colombie-Britannique-Southern Interior, NPD): Merci, monsieur le président. Merci aux deux témoins de leur présence.

J'essaie simplement de suivre le cours de ma pensée. Nous parlons de recherche et d'innovation. Beaucoup de personnes disent — et c'est ce que nous avons entendu — qu'une des raisons pour lesquelles nous devrions en faire plus en matière de recherche et d'innovation, c'est que nous essayons d'augmenter la production, la quantité d'OGM et d'accroître notre capacité de nourrir le monde.

Le rapport de l'Évaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement, ou IAASTD, a reçu l'aval de 58 gouvernements, dont le nôtre, sauf pour la partie sur les OGM. On y lit que la solution n'est pas seulement liée à l'augmentation de la production alimentaire. En 2000, selon le rapport, le monde produisait assez de nourriture pour donner à tous 2 800 kilocalories par jour en moyenne; or, 850 millions de personnes souffraient de la faim malgré tout. Plus loin dans le

rapport, on affirme que nous ne pouvons pas nous en remettre à la technologie pour régler les problèmes. On penche plus du côté de l'agriculture durable à l'échelle locale.

En plus de poursuivre la recherche dans ce qu'on appelle le modèle d'agriculture industrielle, en quoi notre recherche dans les domaines de la science animale ou la santé animale nous permettra-t-elle d'aider les autres pays à avoir des pratiques agricoles plus durables?

L'exemple le plus courant, c'est lorsque le riz américain subventionné est envoyé en Afrique, les producteurs de riz sont chassés de leurs fermes, puis ils dépendent du riz importé. C'est ce qui s'est passé à Haïti et au Mexique. En tant que nation, grâce à notre recherche et notre innovation, comment pouvons-nous aider les autres pays à améliorer leur durabilité, à avoir des animaux en meilleure santé et aussi à produire des plantes cultivées pour se nourrir?

C'est simplement une question ouverte.

M. Matthew Holmes: Dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, on a présenté beaucoup de recherches sur les excellentes perspectives qu'offrent les méthodes de production biologiques. Jusqu'à maintenant, la majeure partie du monde a recours à l'agriculture à faibles intrants, et selon toute probabilité, ce n'est pas près de changer. Nous pouvons apprendre des pays développés comme le Canada. L'UE et les États-Unis ont aussi beaucoup investi dans la recherche sur l'agriculture biologique afin d'étudier en quoi les méthodes à faibles intrants favorisent la création de systèmes locaux partout dans le monde.

Nous constatons aussi que cela favorise la poursuite des échanges commerciaux. Ces fermiers africains ont besoin d'un marché de produits biologiques en Europe en tant que solution de rechange, et ce ne doit pas être une méthode qui les place dans une situation de dépendance par rapport aux autres méthodes agricoles. ce qui leur serait néfaste.

M. Alex Atamanenko: Monsieur Freeman, avez-vous des commentaires à ce sujet?

M. Douglas Freeman: Oui. C'est une formidable question qui, en grande partie, va au-delà de nos connaissances scientifiques sur la santé animale, l'élevage et la transmission des maladies.

Quand je travaillais en Ouganda et dans des pays d'Afrique de l'Est, j'ai remarqué qu'on y retrouvait les mêmes problèmes de maladie qu'ici, mais qu'ils étaient plus importants en raison de l'absence de programmes d'éradication de la tuberculose ou de la brucellose, ou l'absence d'infrastructures pour endiguer une grave épidémie de charbon. Donc, certaines informations mises au point ici peuvent être appliquées là-bas, mais il faut tenir compte de la culture et d'autres facteurs.

Dans d'autres cas, il faut être au courant de ce qui fonctionne dans de tels milieux. En Ouganda, les chèvres sont une importante source de viande. Il s'agit probablement de l'une des viandes les plus sûres du pays, à en juger par les incidents liés à la salubrité des aliments. En comparaison avec d'autres animaux d'élevage, les chèvres constituent un choix qui convient à ce genre de pâturages, en raison de ce qu'elles sont capables de manger. Donc, il serait important de comprendre comment on pourrait utiliser cette espèce en Ouganda, comparativement aux bovins Holstein, notamment. En définitive, il est important de jouer un rôle dans ces pays.

Je vais maintenant parler du point de vue de la médecine vétérinaire. La formation que les vétérinaires reçoivent en santé animale et en santé publique est une formation générale. Les vétérinaires peuvent avoir un rôle important à jouer dans ces pays du monde, et c'est ce qu'ils font. Notre ordre professionnel tente de multiplier les efforts pour faire venir des étudiants étrangers, et je pense qu'il est important que nous le fassions aussi en tant que pays.

• (1715)

M. Alex Atamanenko: Monsieur Freeman, envoyons-nous des experts dans ces régions par l'intermédiaire de l'ACDI et d'autres organismes afin d'aider les gens par rapport à la santé de leurs animaux, par exemple?

M. Douglas Freeman: Je ne peux pas dire ce qu'il en est pour l'ensemble du pays, mais il y a certainement des gens qui ont un intérêt pour ces questions qui participent à des programmes subventionnés de recherche en collaboration. Il y a des facultés qui le font. Les écoles de médecine vétérinaire du Canada collaborent avec l'Organisation mondiale de la santé animale, qui jouerait aussi un rôle à cet égard.

Je ne sais pas si nous avons un programme ciblé ou élargi, mais il y a plusieurs façons de le faire, y compris des actions bénévoles par l'intermédiaire de Vétérinaires sans frontières et des choses du genre.

Le président: Il ne vous reste que quelques secondes, Alex.

M. Alex Atamanenko: J'ai une dernière question.

Matthew, je crois que c'est l'Union of Concerned Scientists qui a fait une déclaration à ce sujet. J'ai en effet assisté à une réunion au cours de laquelle un des représentants répondait « oui » quand on lui demandait si on pouvait nourrir la planète grâce à l'agriculture biologique.

Qu'en pensez-vous?

M. Matthew Holmes: À notre avis, oui. Nous avons indiqué — et cela a aussi été souligné plus tôt — que nous produisons actuellement assez d'aliments pour nourrir la planète.

Les plus longs essais sur le terrain où l'on compare l'agriculture biologique et traditionnelle sont réalisés aux États-Unis par le Rodale Institute et indiquent que l'agriculture biologique offre un meilleur rendement et une meilleure résilience. Donc, nous croyons qu'il s'agit d'une solution de rechange positive.

Le président: Merci.

Nous passons maintenant à M. Wilks.

Bienvenue au comité. Allez-y, s'il vous plaît. Vous avez cinq minutes.

M. David Wilks (Kootenay—Columbia, PCC): Merci, monsieur le président.

Messieurs, soyez les bienvenus et merci d'être venus cet après-midi.

Ma première question s'adresse à vous, monsieur Freeman.

Plus tôt, vous avez parlé des groupes de collaboration. À ce sujet, je me demandais simplement quelles mesures vous pourriez adopter pour favoriser la collaboration et les partenariats entre l'industrie, les producteurs, les universités, les gouvernements et les consommateurs.

M. Douglas Freeman: Je crois pouvoir supposer que les consommateurs pourraient établir des liens avec l'industrie de la même façon que quiconque.

À titre de directeur d'un département d'études vétérinaires aux États-Unis, j'ai siégé au comité consultatif national en santé animale

qui étudiait chaque année les projets de collaboration entre plusieurs États qui étaient financés par le département de l'Agriculture. Dans le cadre de cette évaluation, nous regardions si les différents intervenants travaillaient ensemble ou isolément, tout en maintenant un lien avec le projet. Donc, je pense qu'un modèle comme celui des grappes pourrait être très utile pour offrir à ces groupes de la rétroaction de l'extérieur — au sein d'un organisme semblable à un comité — pour leur dire qu'ils pourraient collaborer davantage.

M. David Wilks: Matthew, avez-vous un commentaire? Sinon, j'aurais une question pour vous.

M. Matthew Holmes: Non, c'est bien.

M. David Wilks: Vous avez mentionné qu'il semble y avoir un retard au chapitre du maintien de normes à long terme. De quelle façon pourrions-nous créer des normes à plus long terme? Pensez-vous que nous irons dans ce sens?

M. Matthew Holmes: C'est, en partie, une question purement administrative. Pour ce faire, il faudrait établir un financement de base pour les ministères qui offrent du soutien au secteur de l'agriculture biologique afin de s'assurer qu'il y a une fonction de secrétariat et qu'on la maintient.

La majorité des gens qui siègent au comité technique le font à titre bénévole. Donc, il s'agit simplement de les aider à se réunir en personne ou par des moyens technologiques afin de former des groupes de travail et d'examiner et évaluer les demandes. Bien entendu, une des raisons, c'est que les normes sont toujours cherchées à avoir une réglementation intelligente, une réglementation établie en fonction d'une norme. Au fait, l'Agence canadienne d'inspection des aliments s'est vue décerner un prix interne pour sa collaboration avec le secteur de l'agriculture biologique dans l'établissement des normes et de la réglementation. En réalité, c'est un excellent modèle.

Un des avantages que nous avons dans le secteur canadien, c'est que nous pouvons faire preuve de souplesse et d'innovation lorsqu'une nouvelle méthode de production est mise en oeuvre ou qu'un nouveau produit est créé. Au fil du temps, nous voulons être en mesure d'ajuster les normes en fonction des innovations et des découvertes qui découlent de la recherche, par exemple, et qui pourraient vraiment nous donner un avantage concurrentiel. Encore une fois, c'est ce qui explique en partie pourquoi nous avons besoin de cette infrastructure.

• (1720)

M. David Wilks: Avez-vous quelque chose à ce sujet, monsieur Freeman?

M. Douglas Freeman: Non, je n'ai rien.

M. David Wilks: Combien de temps me reste-t-il?

Le président: Vous avez deux minutes.

M. David Wilks: Je vais céder la parole à M. Zimmer, s'il veut...

Le président: Allez-y, monsieur Zimmer.

M. Bob Zimmer: Ma question s'adresse encore une fois à Matthew. J'aimerais savoir dans quelle situation se trouve l'agriculture biologique. Il semble qu'on investit dans le domaine, et je veux simplement savoir si vous avez de la difficulté à obtenir du capital de risque. Si oui, pourriez-vous nous donner des idées sur la façon de faciliter l'accès à ce capital?

M. Matthew Holmes: Les sociétés de capital de risque ne font que commencer à s'intéresser à nous. Dans une certaine mesure, il y a toujours eu des investisseurs qui investissaient dans des entreprises uniques. Puisque nous avons poursuivi notre croissance pendant la récession — on parle d'une croissance d'environ 7 à 15 p. 100 en 2009-2010 —, tandis que la plupart des autres secteurs de l'alimentation et de l'agriculture avaient une croissance négative, nous avons certainement remarqué que le secteur commençait à attirer l'attention des investisseurs. Il est encore tôt; cela commence.

Encore une fois, notre secteur a une structure horizontale. Donc, cela varie selon le produit, selon le secteur de production; certains sont en avance, se tirent bien d'affaire, sont bien établis et bien implantés. Ils ont mis en place des systèmes internes durables. D'autres éprouvent des difficultés. Donc, actuellement, au Canada, la chaîne de valeur est interrompue à certains endroits, et nous faisons notre possible pour la développer de façon cohérente.

Le président: Merci.

Nous passons maintenant à Mme Raynault. Le temps étant ce qu'il est, si vous pouviez poser une question, nous aurons ensuite la réponse, ce qui égalisera le temps de parole.

[Français]

Mme Francine Raynault: Merci, monsieur le président.

Ma question s'adresse à M. Freeman.

L'Agence canadienne d'inspection des aliments pourrait-elle en faire plus en matière de salubrité alimentaire?

[Traduction]

M. Douglas Freeman: Je ne suis pas certain de savoir comment répondre à la question.

Je pense que la réponse d'ordre général est la suivante. De mon point de vue, l'ACIA a sans doute identifié la salubrité alimentaire comme étant un facteur clé et y investit de plusieurs façons. Je pense qu'on peut toujours en faire plus, et il s'agit manifestement d'un secteur en constante évolution, où il y a de nouvelles maladies, de nouvelles techniques agricoles et des choses de ce genre. Donc, oui, je pense que c'est un aspect important qui mérite une attention accrue, mais je ne veux pas minimiser ce que l'ACIA fait déjà dans ce domaine.

Le président: Merci.

Monsieur Lemieux, avez-vous une brève question?

M. Pierre Lemieux: Merci, monsieur le président. J'avais toute une panoplie de questions, mais je vais maintenant devoir me concentrer sur l'une d'entre elles.

Ma question porte sur les différentes tangentes que peuvent prendre la recherche et l'innovation. Donc, j'aimerais vous poser à tous les deux cette question. Permettez-moi de commencer par vous, Matthew. Dans le secteur de l'agriculture biologique, par exemple, quel genre d'initiatives en recherche et développement seraient les plus profitables, à votre avis? Par exemple, il y a les pratiques agricoles, le développement de nouvelles cultures et d'autres choses.

Par rapport à la recherche en innovation, pourriez-vous donner au comité un aperçu de ce que le secteur de l'agriculture biologique considérerait comme le plus urgent, sur ce qui aurait peut-être la plus grande incidence sur le secteur?

• (1725)

M. Matthew Holmes: Merci.

Encore une fois, nous trouvons que les grappes sont de nature intégrée; le comité consultatif de l'industrie a permis d'établir des

priorités dans les grappes elles-mêmes, dans les secteurs où il y avait déjà des investissements privés et des possibilités de commercialisation. Donc, je pense que nous sommes davantage attirés par les solutions plus accessibles et que nous allons essayer d'aller dans cette direction.

À plus long terme, j'aimerais dire que nous avons des objectifs vraiment ambitieux, mais attendons que le contexte économique soit meilleur.

M. Pierre Lemieux: Je me demande si la structure des grappes a aidé à établir une priorité en matière de recherche dans le secteur biologique.

M. Matthew Holmes: Hier, j'ai parlé aux deux principaux chercheurs, et ils m'ont clairement indiqué qu'il s'agissait d'un modèle qui remporte un vif succès.

Le président: Merci.

Vous avez posé deux questions, monsieur Lemieux.

Je vais maintenant profiter de ma prérogative de président pour clarifier quelques points.

Monsieur Freeman, M. Valeriote vous a posé une question au sujet de la sécurité des animaux et de ce genre de chose en général.

En tant qu'agriculteur éleveur de bétail, je connais bien les règles. Seriez-vous d'accord pour dire que dans nos méthodes de transport et de soin des animaux en général, le Canada est l'un des chefs de file mondiaux en ce qui concerne le traitement des animaux quand ils sont envoyés à l'abattoir ou à d'autres endroits?

M. Douglas Freeman: Merci. C'est une excellente question.

Je dois préciser que je suis relativement nouveau au Canada et que je ne suis peut-être pas aussi bien informé que d'autres personnes, mais ma réponse est oui, c'est certainement mon impression.

Le président: Très bien, merci.

Monsieur Holmes, comme je l'ai indiqué, je suis agriculteur. Je n'utilise pas une approche biologique, mais je reconnais qu'il s'agit sans contredit d'un créneau en pleine expansion.

J'aimerais savoir si vous êtes d'accord pour dire que les agriculteurs ont en général une grande capacité d'adaptation. J'ai toujours fonctionné selon le principe que si on me demande de produire du bétail rose, je produis du bétail rose; et j'imagine que c'est la même chose du côté de l'agriculture biologique ou de toute autre forme d'agriculture.

Ma question est la suivante: Êtes-vous d'accord pour dire que si le public demandait que 80 p. 100 de la production alimentaire soit de nature biologique, les agriculteurs s'adapteraient à cette demande et emprunteraient cette voie? Souscrivez-vous à cette affirmation en général?

M. Matthew Holmes: J'aime beaucoup le bétail rose.

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Pouvez-vous répéter?

M. Matthew Holmes: J'aime beaucoup le bétail rose.

Je dirais que c'est exactement ce qui se passe dans le marché à l'heure actuelle. Il y a une volonté du consommateur axée sur le marché en ce qui a trait à ces types de systèmes d'élevage fondés sur des attributs.

Je pense que l'agriculture biologique a permis de mettre en place un système complet de traçabilité et, à certains égards, d'inventer le système moderne de préservation de l'identité. Les consommateurs accueillent très bien cela actuellement; je crois donc qu'il y a...

Le président: Merci.

Nous avons quelques petites questions à régler ici, mais je tiens à vous remercier tous les deux de votre présence aujourd'hui dans le cadre de notre étude. Merci d'avoir pris le temps de venir, malgré votre horaire chargé. C'était très instructif. Merci encore.

Mesdames et messieurs, avant de partir, pourriez-vous commencer à nous donner, à la greffière et à moi, une idée de combien de temps encore vous voulez poursuivre la discussion sur la science et

l'innovation? Il faut un certain temps pour organiser les témoignages; c'est la raison pour laquelle j'ai parlé, au début de la réunion, des témoins du ministère. S'ils attendent la veille du jour de la séance pour nous dire qu'ils peuvent venir, cela complique le processus. Donc, cela nous aiderait si vous pouviez y penser et nous dire jeudi ce que vous voulez faire et durant combien de temps.

La séance est levée.

POSTE  MAIL

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

Poste-lettre

Lettermail

**1782711
Ottawa**

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5*

*If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5*

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Additional copies may be obtained from: Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>